DOCUMENT PROVISOIRE

LEADER 2014-2020 – GAL du Pays de Châlons-en-Champagne

Fiche action n°3-1 : Développement économique local

1 – Références aux orientations stratégiques de la candidature

Le territoire du Pays de Châlons-en-Champagne dispose de forts atouts économiques. Mais les évolutions administratives récentes et les crises économiques récurrentes l'amènent à envisager une diversification du modèle économique actuel et une orientation des opérations de développement à générer une relocalisation de l'emploi.

Il s'agit également de jouer sur l'attractivité du territoire et de favoriser la mise en œuvre d'opérations exemplaires, innovantes qui permettent aux acteurs économiques et aux décideurs locaux de mieux travailler ensemble pour valoriser les ressources locales et maintenir l'activité.

Le programme Leader du Pays de Châlons-en-Champagne crée les conditions nécessaires à l'émergence de ces opérations. Il permet aussi de mobiliser des moyens de qualité pour produire des outils d'aide à la décision pour les élus, les chefs d'entreprises et les autres forces vives du territoire.

En complément, l'objectif est de soutenir les entreprises locales faces aux mutations économiques et de renforcer la rentabilité des commerces en milieu rural, notamment par un accompagnement sur mesure des chefs d'entreprise dans le cadre d'opérations collectives et par la formation des salariés.

Les opérations soutenues s'inscrivent dans la dynamique de faire rayonner les vallées du Pays, des vallées riches par le maintien et le développement d'une offre commerciale, artisanale, économique et agricole de qualité, au service de tous les habitants.

Les effets attendus sont notamment :

- la structuration et le renforcement de nouvelles filières sur le territoire, en particulier dans le domaine de la valorisation de la biomasse locale
- la participation et l'implication des acteurs locaux du Pays de Châlons-en-Champagne au développement de ces filières
- la production d'outils d'aide à la décision, de modélisations, de références et de guides de bonnes pratiques transférables dans d'autres territoires similaires
- le développement de l'emploi local
- la montée en compétence des acteurs locaux
- le maintien et l'attractivité des commerces et pôles relais de proximité

2 – Description des types d'opération

Consolidation de l'offre commerciale et artisanale, soutien aux entreprises et organisations locales

- installation de pôles multi-services innovants
- accompagnement au maintien et à la reprise des commerces de proximité
- opérations de sensibilisation des consommateurs et des décideurs locaux aux problématiques des commerces de proximité
- élaboration d'outils d'aide à la décision pour étudier la rentabilité des commerces en milieu rural
- événementiels pour animer les centres-villes, centres-bourgs et valoriser les commerces locaux, appliquant un principe d'éco-responsabilité
- opérations d'animation et de mise en réseau des entreprises du Pays
- accompagnement à la mise en œuvre de démarches de développement durable des organisations, dont des outils de Responsabilité Sociétale et Environnementale – ISO 26000, Agenda 21, Plans Climat Energie Territorial

Valorisation économique des ressources locales et renouvelables :

- Accompagnement au développement de filières courtes de valorisation des produits du terroir

DOCUMENT PROVISOIRE

et des produits issus de l'agriculture biologique ou raisonnée par des actions de :

- études,
 - d'équipement de points de vente et de lieux de transformation
 - promotion, communication, sensibilisation
 - communication en réseau,
 - d'animation de marchés locaux et d'événementiels
 - mise en réseau, formation des acteurs concernés, impliquant le consommateur
 - ingénierie et conseil (juridique, technique, logistique, etc.)
 - développement des points de vente directe et des méthodes de vente,
 - plate-forme d'approvisionnement des collectivités locales,
 - outils logistiques pour la distribution
- Accompagnement au développement de filières courtes de valorisation de la biomasse locale, du bois-énergie et des déchets ménagers et agricoles à des fins de production d'agro-combustibles, éco-matériaux, agro-carburants et mise en œuvre de systèmes de production d'énergies solaires, micro-hydrauliques et micro-éoliennes, le tout au moyen :
 - d'études de faisabilité technico-économiques,
 - d'études et de diagnostics d'identification de gisements,
 - d'études de dispositifs de collecte,
 - d'études de débouchés locaux,
 - de mise en réseau, formation des acteurs concernés, impliquant le consommateur et d'ingénierie,
 - d'acquisition de références techniques et économiques,
 - d'assistance à maîtrise d'ouvrage,
 - d'édition de moyens de communication, de sensibilisation, de démonstration, et d'outils pédagogiques

Opérations de formation, de sensibilisation, d'information, d'échange et de visites de bonnes pratiques sur les questions de développement économique local en milieu rural et de valorisation économique des ressources locales

3 – Bénéficiaires

- Collectivités, leurs groupements (communes, intercommunalités, Pays, Conseil Départemental) et leurs établissements
- Syndicats mixtes
- Organismes consulaires
- Syndicats et fédérations d'entreprises
- Organismes de formations
- Associations
- Artisans, commerçants, TPE, PME, sociétés coopératives et entreprises individuelles
- Agriculteurs sous réserve des lignes de partage FEADER hors Leader

4 – Dépenses éligibles

Pour toutes les opérations :

Dépenses d'animation, d'ingénierie et de formation : temps passé (salaires, déplacements, hébergement, restauration) directement et intégralement rattachés à l'action sur la base de justificatifs

Frais de prestataires pour les études, diagnostics, assistance à maîtrise d'ouvrage

Conception, réalisation et diffusion d'outils de communication, de sensibilisation, d'information et pédagogiques

Frais de location (de salle, de matériel, de véhicule)

Petit matériel, fournitures

Dépenses de communication et d'événementiels (séminaires, conférence, etc.), ateliers, visites de terrain

DOCUMENT PROVISOIRE

Pour l'installation de commerces multi-services innovants en milieu rural et le développement de filières courtes de valorisation des produits du terroir :

Dépenses d'investissement et d'équipement liées à l'opération

Pour l'accompagnement au maintien et à la reprise des commerces de proximité :

Dépenses d'investissement, sous réserve que l'entreprise s'inscrive dans une opération collective animée par une structure consulaire ou une collectivité territoriale.

Les actions sont reconductibles deux fois maximum, avec une dégressivité de l'aide Leader attribuée.

5 - Critères d'éligibilité des projets

le porteur de projet devra démontrer en quoi son opération favorise la coopération, le décloisonnement, la mutualisation et/ou la coordination des acteurs locaux du Pays et des parties prenantes de l'opération, de la façon la plus pertinente par rapport aux enjeux.

le porteur de projet devra démontrer la viabilité économique de son opération (prévoir les moyens de fonctionnement, joindre un plan d'affaires, évaluer la rentabilité, etc.)

les opérations d'information, de sensibilisation et de communication, ainsi que les actions liées à l'organisation d'actions collectives devront se traduire par un livrable, dont la diffusion sera intégrée à l'opération.

6 - Critères de sélection des projets

Afin d'inciter les maîtres d'ouvrages à répondre au mieux à la stratégie du GAL et dans l'optique de faciliter la sélection des opérations, deux critères de sélections sont mis en place :

- les opérations qui permettront de préserver l'environnement seront privilégiées : adaptation du territoire au changement climatique, reconquête de la biodiversité, éducation à l'environnement, etc.
- les opérations qui développeront un usage numérique seront privilégiées : application numérique, dématérialisation, etc. Ce critère sera analysé en tenant compte du taux d'équipement du territoire concerné pour ne pas défavoriser les zones actuellement non couvertes.

Le respect de ces deux critères peut entraîner un mécanisme de bonification de subvention, par la levée du plafond de subvention FEADER, dont les modalités sont déterminées et l'application mise en œuvre par le Comité de programmation du GAL.

7 - Montant de l'enveloppe et modalités d'attribution de l'aide

MONTANT GLOBAL DE FEADER : 250 000 €

80 % d'aide publique maximum avec obligation de 20 % d'auto-financement du maître d'ouvrage sur l'assiette éligible

Taux d'aide Leader fixe à 80 % des dépenses publiques éligibles

Plafond d'aide Leader par maître d'ouvrage et par projet : 30 000 €

Plancher d'aide Leader par maître d'ouvrage et par projet : 1 000 €

Co-financements publics identifiés : Région (dont Innov'Action), Département, Ademe, DIRECCTE, Collectivités territoriales, Contrat de Redynamisation des Sites de Défense de Châlons-en-Champagne

Des complémentarités seront recherchées au titre de l'axe 3 du PO FEDER notamment pour l'équipement et les investissements innovants dans le domaine de la production d'énergie renouvelable.

8 - Indicateurs

Indicateurs de réalisation :

Nombre d'entreprises soutenues

Nombre d'événements organisés

DOCUMENT PROVISOIRE

Nombre d'opérations collectives réalisées
Nombre de commerces multi-services créés
Nombre de filières soutenues
Nombre d'outils d'aide à la décision créés

Indicateurs de résultat :

Nombre de structures mobilisées par opération
Nombre de personnes mobilisées par opération
Nombre de secteurs d'activités mobilisés par opération
Nombre d'emplois créés
Nombre de partenariats initiés suite à l'opération
Pourcentage de la population locale bénéficiant de services/infrastructures nouveaux ou améliorés